

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article262>



Selon le réseau "Sortir du nucléaire"

Le nucléaire est marginal et déclinant

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : vendredi 12 janvier 2007

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

En réponse à un article de Paul Burel paru dans *Ouest-France* du 10/01/07, Alain Rivat et Stéphane Lhomme, porte-paroles du réseau "Sortir du nucléaire", ont envoyé au journal ce "droit de réponse citoyen", que nous publions ici car il vaut pour l'ensemble des journaux et des medias français ayant relayé la désinformation du lobby nucléaire... et de la Commission européenne.

Comme un certain nombre de ses collègues journalistes, M. Burel a pris pour argent comptant les effets d'annonce des industriels du nucléaire, relayés par la Commission européenne. Ainsi, le nucléaire ferait son "grand retour". Non seulement ce n'est pas le cas, mais... la réalité est exactement inverse. (*)

Ce 1er janvier 2007, pas moins de sept réacteurs ont définitivement cessé de fonctionner en Europe, atteints par la limite d'âge ou devenus trop dangereux : deux à Dungeness et deux à Sizewell (Angleterre), deux à Kozlodouï (Bulgarie), et un à Bohunice (Slovaquie). Il ne s'agit là que des prémices d'un déclin inexorable que l'industrie nucléaire mondiale, au mieux, va tenter de limiter.

Ainsi, le 10 novembre 2006, Claude Mandil, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a déclaré : "la tâche principale de l'industrie nucléaire dans les années à venir sera de remplacer les centrales existantes qui auront atteint leur fin de vie. Cela signifie qu'on aura besoin de nombreuses centrales sans pour autant augmenter la part du nucléaire dans la production d'électricité."

Et encore, il s'agit d'une formulation diplomatique de la part de M. Mandil, mieux placé que quiconque pour savoir que c'est le déclin qui attend le nucléaire : la seule chose qui soit certaine est la fermeture, d'ici 2025, d'environ 250 réacteurs nucléaires sur les 435 en fonctionnement actuellement sur la planète. Et la fermeture des autres arrivera dans les deux décennies suivantes.

M Burel et les tenants du nucléaire tentent de se rassurer en utilisant la méthode coué : on dénombrait ainsi "222 projets de constructions de réacteurs". Il s'agit d'une pauvre compilation d'effets d'annonce, la plupart du temps faits par des représentants locaux de l'industrie nucléaire.

Le nucléaire permettrait de lutter contre le réchauffement climatique ? Le rapport "Facteur 4", remis au gouvernement français en octobre dernier, explique que "l'énergie nucléaire représente 2 % de l'énergie finale dans le monde" et pointe "l'apport finalement marginal du nucléaire" dans la lutte contre l'effet de serre.

Le prix de l'électricité d'origine nucléaire deviendrait compétitif ? Les britanniques n'en finissent plus de réévaluer la facture du démantèlement de leurs installations, passée de 70 à 104 milliards d'euros en quelques semaines. Pour la France, on peut multiplier ce total par trois ou quatre : explosif !

L'atome surferait sur la vague écologiste et l'opinion y serait favorable ? La Commission européenne est restée bien discrète sur le sondage qu'elle vient elle-même de commander et qui montre que seulement 20% des européens (et 21% des français) sont favorables au nucléaire.

La France serait un "expert" reconnu ? Areva n'arrive même pas à construire le seul réacteur qu'elle ait réussi à vendre, l'EPR en Finlande : au moins 3 ans de retard et 1 milliard d'euros de pénalités. En attendant pire.

Le changement climatique et la montée du prix de l'énergie sont de vrais problèmes... mais le nucléaire, marginal et déclinant, est totalement incapable d'y répondre. Il ajoute par contre ses propres tares : risques de catastrophes, déchets radioactifs, prolifération vers la bombe atomique. Pour sauver la planète, il faut certes lutter contre le changement climatique, mais aussi sortir au plus vite du nucléaire. On ne soigne pas la peste avec le choléra...

Stéphane Lhomme et Alain Rivat

Porte-paroles du Réseau "Sortir du nucléaire"

(*) **Illustration à travers quelques exemples :**

- Grande-Bretagne

22 des 23 réacteurs actuels seront fermés en 2023. Certes, M. Blair annonce des projets de nouvelles centrales, mais il est un des seuls à soutenir cette idée, face à une opinion publique qui y est très défavorable. Qui plus est, M. Blair a annoncé que les éventuelles nouvelles centrales devraient être construites par des entreprises privées... sans subventions de l'Etat. Or, le nucléaire ne s'est développé que lorsque des Etats lui ont consacré d'immenses sommes d'argent public (sans jamais demander leurs avis aux citoyens, mais cela est encore un autre débat). Il est vraisemblable que, vers 2020, le nucléaire représentera moins de 1% de l'énergie consommée en Grande-Bretagne.

- Russie

Vladimir Poutine annonce de nombreux nouveaux réacteurs nucléaires, mais il est bien moins loquace concernant la fermeture prochaine des 31 réacteurs actuels : "Tous nos réacteurs (opérationnels) s'éteindront dans dix ans. Pour éviter le "gel" du secteur nucléaire civil, il nous aurait fallu construire 1,5 réacteur par an depuis longtemps" a expliqué un membre d'une délégation du Kremlin en visite aux USA (cf dépêche de l'agence RIA Novosti du 7 décembre 2006).

- Europe centrale

Les quelques vingt réacteurs nucléaires de ces pays, pour la plupart anciens et de technologie soviétique, sont promis à une fermeture prochaine. Les pays Baltes et la Pologne se sont associés pour essayer de construire un réacteur nucléaire. Loin d'être un élément du supposé "grand retour" du nucléaire, ce projet vise seulement à essayer de compenser la fermeture avant 2009 du second réacteur d'Ignalina (Lituanie), le premier étant... déjà fermé.

- USA

Aucune commande de réacteur n'a eu lieu depuis l'accident nucléaire de Three Mile Island (1979). Depuis, la durée de vie des 103 réacteurs en activité est régulièrement prolongée (jusqu'à 60 ans pour certains), augmentant considérablement le risque d'accident. Le Président Bush a certes signé en juin 2005 des dispositions pour attribuer de fortes sommes publiques aux compagnies privées qui construiraient des réacteurs nucléaires, mais aucun projet ne semble se concrétiser et le processus pourrait être remis en cause du fait de l'alternance du pouvoir avec les Démocrates. Et, même si certains projets se réalisaient, ils seraient très loin de compenser la véritable bérézina qui frappera l'industrie nucléaire des USA lorsque les vieux réacteurs fermeront enfin. (Il faut espérer que ce ne soit pas après une catastrophe nucléaire.)

- Asie

C'est dans cette région du monde que les projets semblent (hélas) les plus sérieux. Ainsi, la Chine est parfois annoncée comme "le nouvel eldorado" du nucléaire parce qu'elle entend construire 30, et peut-être 40 nouveaux réacteurs. Rien ne permet de penser qu'ils seront tous construits (tant les investissements financiers nécessaires sont immenses) mais, même si c'est le cas, la Chine produira alors "royalement" 4% de son électricité avec le nucléaire, soit 0,7% de sa consommation d'énergie. De même, les projets annoncés en Inde, une vingtaine de réacteurs, permettraient à peine à ce pays de couvrir environ 5% de son électricité (1% de sa consommation d'énergie).

Le parc nucléaire japonais, le troisième au monde après les USA et la France, connaît de graves problèmes de sûreté, 17 réacteurs ayant même été fermés d'un coup (pour plusieurs mois) en 2003 du fait de la falsification par les exploitants de rapports de sûreté alarmants. L'opinion publique a été très marquée par ce scandale mais aussi par l'accident de Tokai-Mura en 1999, qui a causé la mort de trois travailleurs et irradié des centaines d'habitants.

- Amérique du Sud

Le Brésil, où ne fonctionnent que deux réacteurs, en annonce 5 nouveaux, mais il est d'abord confronté au problème d'Angra3, réacteur resté en pièces détachées depuis... 20 ans. Idem pour l'Argentine (où fonctionnent aussi deux réacteurs) qui a annoncé en août 2006 un plan nucléaire dont le premier objectif est de terminer la construction du réacteur Atucha 2, commencée... en 1981.

- Dictatures

Ici ou là, des dictateurs pensent se donner du prestige en annonçant la construction d'un réacteur nucléaire. C'est le cas de Kadhafi (Libye), Loukachenko (Biélorussie, pays toujours contaminé par la catastrophe de Tchernobyl) ou de l'Égypte où le fils de Moubarak a le soutien des USA pour la construction d'un réacteur. La Corée du Nord et l'Iran ont chacun un programme nucléaire pour lequel la production d'électricité reste virtuelle, l'objectif étant l'accès à l'arme atomique. En résumé, beaucoup d'annonces pour... fort peu d'électricité.

- Allemagne / Suède

On peut lire ici où là que le plan de sortie du nucléaire en Allemagne serait remis en cause. Ce n'est pour le moment pas le cas mais, de toute façon, le pire qui soit envisagé est de ne pas fermer les réacteurs de façon anticipée. En aucun cas la construction de nouveaux réacteurs n'est envisagée : le nucléaire est de toute façon promis à la disparition en Allemagne. La situation est identique en Suède où la fermeture des 10 réacteurs actuels a été décidée en 1980. Ce plan traîne certes en longueur mais, là aussi, aucun nouveau réacteur n'est prévu et le nucléaire va de toute façon disparaître. Notons aussi qu'un accident, potentiellement très grave, a été frôlé le 25 juillet dernier à la centrale de Forsmark.

- Finlande / France

Ces deux pays portent les espoirs de l'industrie nucléaire en Europe : ils souhaitent construire chacun... un réacteur, l'EPR du français Areva. Une fois de plus, rien à voir avec un "grand retour" du nucléaire. D'autant que le chantier finlandais, le seul à être lancé, est un véritable calvaire : 18 mois de retard officiellement, au moins trois ans en réalité. Le constructeur Areva perdrait dans l'affaire près d'un milliard d'euros. Qui plus est, l'EPR a été refusé le 16 décembre dernier par les chinois à l'occasion de ce qui était présenté comme le "contrat du siècle", la construction de quatre réacteurs. De fait, on ne saurait trop conseiller à la France de renoncer à construire l'EPR prévu à Flamanville (Manche), et d'en reverser le financement vers les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Post-scriptum :

Communiqué de presse, 10 janvier 2006

L'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) appelle à un **rassemblement devant la sous-préfecture de SAINTES le samedi 13 janvier à 11 heures, pour la sortie du nucléaire civil et militaire.**

Deux chèques géants seront déposés à la sous-préfecture pour symboliser le détournement des deniers publics, l'un au profit du réacteur nucléaire EPR prévu à Flamanville, l'autre au profit de la force de frappe. En effet, bafouant ses engagements internationaux au sein du Traité de Non Prolifération et encourageant ainsi la prolifération nucléaire, la France a décidé de consacrer des sommes considérables à développer de nouvelles armes nucléaires (nouveau sous-marin nucléaire, nouveau missile M51, nouvelles têtes nucléaires).

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de l'opération « chèques géants » que le réseau « Sortir du nucléaire » organise le samedi 13 janvier dans 40 villes françaises pour dénoncer la relance du programme nucléaire à travers l'EPR. Cinq grandes manifestations régionales auront également lieu le 17 mars prochain pour exiger des candidats aux prochaines élections un changement de politique énergétique et militaire : absurde et dangereux, le nucléaire est une impasse.

ACDN

ADDENDUM, le 15 septembre 2008

Par décision de son Assemblée Générale du 28 juin 2008, ACDN a suspendu son adhésion au réseau "Sortir du nucléaire".